

POUR FAIRE BARRAGE À L'OPTION**Hanoune mobilise contre l'endettement extérieur**

La secrétaire générale du Parti des travailleurs qui ne cesse d'accuser le gouvernement, via le ministre des Finances, des vellétés de recours à l'endettement extérieur, annonce le lancement imminent d'une mobilisation contre cette option qui remettrait en cause, selon elle, la souveraineté politique, économique et financière.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune, qui s'exprimait, hier, à l'ouverture d'une réunion du bureau de la Coordination de l'entente internationale des travailleurs et des peuples dont elle est co-coordinatrice depuis fin 2010, s'est appesantie sur le cas brésilien tant il présente, explique-t-elle, bien des «similitudes» avec celui de notre pays.

Avec seulement une seule et unique différence, dit-elle, le pays de la samba étant surendetté à l'extérieur à l'opposé de l'Algérie

qui a épongé ses dettes à la faveur de l'embellie financière du début des années 2000. Et de relever que l'oligarchie brésilienne a eu raison de la Présidente Dilma Rousseff via un «coup d'Etat juridique et parlementaire», avec, fait-elle remarquer, son successeur et une grande majorité des auteurs de ce putsch, impliqués dans des affaires de corruption. Dans le cas de notre pays, l'oligarchie est toute nouvelle avec, il est vrai, une floraison, ces dernières années, de «nouveaux

riches» dont certains seraient tentés par «l'exemple brésilien».

D'où, selon la patronne du PT, les opérations de «diversion» menées ces derniers temps par ces milieux oligarques, et ce, au moment où le pays est l'objet d'une avalanche de pressions et de provocations, citant, entre autres, les pressions européennes pour revoir les accords à long terme de livraison de gaz.

Fort heureusement, salue Hanoune, que le gouvernement a répliqué par un refus net. Car, soutient-elle, le cas contraire, soit une suite favorable à cette requête de l'UE, plongerait le pays dans «l'anarchie».

Aussi, la secrétaire générale du PT estime que la «situation économique et sociale du pays a



Louisa Hanoune, SG du PT.

Photo : Samir Sid

radicalement changé», elle qui fut à un certain moment une «exception mondiale» avec nombre d'ac-

quis en voie, malheureusement, d'être «remis en cause» un à un. **M. K.**

ALI FAWZI REBAÏNE :**«Des voleurs et des fils de harkis sont au pouvoir»**

Le président de Ahd54 dénonce le fait que des ministres et ex-ministres «impliqués» dans des affaires de corruption restent impunis et continuent à occuper leurs postes. Des responsables qu'il n'hésite pas à qualifier de «voleurs» et de «fils de harkis».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour Ali Fawzi Rebaïne, l'Algérie n'est plus le pays d'un million et demi de chahids (martyrs) mais le pays des harkis et fils de harkis. «Ceux qui ont trahi le pays sont aujourd'hui au pouvoir», dit-il.

Evoquant, hier, à Alger, quelques affaires de corruption comme celles de l'autoroute Est-Ouest, de Sonatrach et de Panama Papers, il se dit découvrir l'implication de personnes au pouvoir dans ces affaires et qui, pourtant, sont toujours maintenues à leur poste.

«Comment osons-nous parler de justice alors que des ministres et des ex-ministres sont des voleurs et restent impunis ?» s'emporte le président de Ahd54.

Citant Chakib Khelil, Abdesselam Bouchouareb et Cherif Rahmani, il affirme qu'«aujourd'hui, il y a des voleurs qui sont ministres. Ils ne sont pas seulement des



Fawzi Rebaïne, président de Ahd54.

Photo : Samir Sid

voleurs mais aussi des fils de harkis». Dire que, poursuit-il, la nouvelle Constitution stipule que les personnes détenant la double nationalité et les fils de harkis ne sont pas éligibles à des postes aux institutions de l'Etat. «Où est l'application de ces textes ?» s'interroge-t-il.

Répondant à ceux qui qualifient Chakib Khelil de «nationaliste», l'intervenant leur lance un défi. «Je les défie de l'emmener en Italie et

vous verrez qu'à peine descendu de l'avion qu'il sera interpellé», dit-il. Convaincu de l'absence d'une indépendance de la justice, il s'interroge à nouveau : «Où va notre pays ? Où va notre pays ?» Selon lui, les juges ne s'expriment pas car ils ont peur. «Aujourd'hui, si le juge a peur et ne peut parler, qui va alors défendre les droits du citoyen ?» se demande-t-il encore.

D'ailleurs ajoute-t-il, «de nos jours, la justice est utilisée uniquement pour des règlements de comptes». Il estime que l'affaire du groupe *El Khabar* en est un exemple. «Cette affaire n'est qu'un complot contre *El Khabar*. Elle a été politisée par le ministre de la Communication Grine et par d'autres ministres également», assure-t-il.

Rebaïne déplore, toutefois, l'absence d'une solidarité chez les journalistes. «La solidarité est un devoir entre les journalistes, notamment après tous les sacrifices que la presse algérienne a consentis durant des années où nombre de journalistes sont morts pour la liberté d'expression», dit-il.

L'intérêt du président de Ahd54 se porte ainsi sur le «devenir» du groupe *El Khabar*. «Ce n'est ni Rebrab, ni Bouchouareb qui m'intéressent».

Ry. N.

ALI LASKRI À PARTIR DE KHEMIS MILIANA :**«Seul un consensus national...»**

Ali Laskri, membre du comité présidentiel du FFS, a animé, hier en début d'après-midi, un regroupement des cadres et des adhérents du parti de feu Da El Ho.

Prenant la parole devant une assistance nombreuse composée de femmes et d'hommes, de jeunes et de moins jeunes, Ali Laskri a commencé par dresser un tableau de la situation qui prévaut dans le pays, appelé à relever de grands défis qui, dit-il, ne seront résolus que dans le cadre d'un consensus national sans exclusive, un projet que le FFS ne cesse de défendre.

A propos de la situation actuelle, il dira que «l'Algérie est confrontée à une grave crise à la fois politique et financière dans un contexte où pèsent sur notre pays de graves menaces de toutes parts et seule la conjugaison de toutes nos forces, dans un cadre consensuel, pourra nous prémunir des dangers qui nous guettent». Pour le FFS, «la dernière déclara-

tion du vice-ministre de la Défense est à prendre très au sérieux parce que le danger existe réellement et il est à nos portes aussi bien à l'est qu'à l'ouest».

Evoquant la crise financière, il dira «les tenants du pouvoir ont menti au peuple quand ils lui ont promis qu'il ne serait pas touché par la crise financière consécutive à la chute des prix du pétrole. Et pour preuve, le gel de milliers de projets de développement et le train des augmentations qui ont touché de plein fouet le citoyen tels les prix des produits de première nécessité, du gaz et de l'électricité». Ajoutant : «Le caractère social de la politique du pays a été remis en cause.»

Dans la foulée, Laskri se démarque de ce qu'il a appelé des partisans du «front intérieur» en



Ali Laskri.

Photo : Samir Sid

déclarant que «le FFS ne s'inscrit pas dans la logique de la confrontation, nous savons ce que cela a donné durant la décennie 1990» et d'ajouter : «Le terrorisme dont l'Algérie a tant souffert est issu de cette logique, ils l'ont créé et organisé».

Questionné au sujet des affaires de Rebrab-*El Khabar* et Chakib Khelil, Ali Laskri dira : «Les affaires ne sont que la preuve d'une justice inféodée au pouvoir

et seule l'indépendance de la justice sera à même de tarir ce genre d'affaires». «Toutefois, ajoute Laskri, au FFS nous sommes aux côtés des journalistes et de la liberté d'expression.»

En guise de conclusion de son allocution, le représentant du FFS trouve qu'«il n'y a pas de réelle volonté politique, de la part du pouvoir, de construire une Algérie démocratique, forte et prospère».

Karim O.

SELON AMARA**BENYOUNÈS :****«La problématique actuelle est économique et non politique»**

Lors du meeting populaire organisé, hier, par le Mouvement populaire algérien (MPA) à Alger, son secrétaire général, Amara Benyounès, a évoqué la situation sécuritaire régionale épineuse. Ainsi que les enjeux économiques de l'Algérie face à la chute des recettes pétrolières de plus de 70%.

Amara Benyounès considère formellement «qu'il est le seul homme politique à dire que le véritable problème de l'Algérie, aujourd'hui, est économique; non pas politique, comme martèlent les autres partis de l'opposition à tout va». Selon lui, «des réformes économiques profondes doivent s'opérer pour envisager un nouveau dynamisme puisque des séquelles du système communiste sont encore perceptibles». A en croire ses prévisions, «le nouveau programme économique», censé être présenté par Abdelmalek Sellal en avril dernier, sera «certainement communiqué lors de la tripartite de juin prochain». Or, le gouvernement ne s'est pas encore prononcé sur la question.

Pour lui, les partis appelant au départ de Bouteflika «n'ont pas de programmes alternatifs concrets». Il serait plus correct de parler «d'opposants éparpillés et non d'opposition organisée, car leur seul déterminant commun est la destitution du président actuel», a-t-il déclaré, ne voulant pas citer de noms. En indiquant «qu'il y a plus de divergences que d'éléments d'accord qui puissent les rassembler».

Selon lui, le véritable danger ne vient pas de la classe gouvernante mais des menaces sécuritaires régionales. «Malgré la veille de l'Armée nationale populaire, l'Algérie dispose de près de 6 500 km de frontières exposées aux forces terroristes qui prennent, chaque jour, du terrain», a-t-il indiqué. En rajoutant que pas moins de 7 000 terroristes du réseau Daesh sont actuellement sur les territoires libyens limitrophes.

N. B.